

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 24/3 (1997)

DOI: 10.11588/fr.1997.3.61042

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Que nous apprennent ces documents? Que le KPD, d'abord peu favorable à la fusion, a fait le forcing à partir de septembre 1945? Que les autorités d'occupation ont fait pression sur les sociaux-démocrates, allant jusqu'à menacer, voire emprisonner des dirigeants hostiles à la fusion? Que le parti social-démocrate était divisé sur la question? On le savait déjà. Plusieurs documents illustrent cependant de façon précise et saisissante les interventions des autorités soviétiques.

La question la plus difficile, me semble-t-il, porte sur l'opinion et les choix des adhérents et des dirigeants sociaux-démocrates qui se modifient au fil des mois et des semaines.

L'auteur montre bien ces changements. Beaucoup de ceux qui ne voulaient pas d'une fusion immédiate la tiennent bientôt pour inévitable, l'approuvant ou s'y résignant, certains espérant que le SPD pourra faire triompher ses conceptions au sein du parti unifié.

Mais quelle a été la proportion des opposants et celle des partisans (résignés ou enthousiastes) de la fusion? Impossible à l'évidence d'établir des statistiques précises et fiables à partir des points de vue d'individus, voire de groupes limités en nombre.

J'ai eu l'impression – me trompé-je? – que le choix des documents opéré par l'auteur fait pencher (légèrement) la balance en faveur des opposants. Ce que pourrait confirmer le choix de l'affiche du SPD reproduite (c'est la seule) p. V.

Cependant, à plusieurs reprises, Malycha indique que la base du parti a fait pression sur les directions en anticipant la fusion. Or on peut penser que la pression des autorités d'occupation ne pouvait guère s'exercer directement dans les petites localités ou à tout le moins qu'elle était plus nette ou plus brutale (comme on le constate à la lecture de plusieurs documents) dans les villes ou au niveau du Land.

Au demeurant l'auteur reconnaît que seules des recherches ultérieures pourront fournir des indications probantes sur les motivations socio-psychologiques des sociaux-démocrates partisans de la fusion ou opposés à celle-ci.

Les documents publiés, s'ils ne permettent pas d'établir que la majorité des sociaux-démocrates a été forcée d'accepter le parti unifié, prouvent à l'évidence que cette fusion est loin d'avoir été libre et qu'elle n'a pas été réalisée selon les procédures démocratiques généralement admises.

Gilbert BADIA, Paris

Ilko-Sascha KOWALCZUK, Armin MITTER, Stefan WOLLE (Hg.), *Der Tag X – 17. Juni 1953. Die »innere Staatsgründung« der DDR als Ergebnis der Krise 1952/54*, Berlin (Links) 1995, 360 p. (Forschungen zur DDR-Geschichte, 3).

Depuis que la RDA a disparu, son historiographie ne cesse de progresser. A côté de Hermann Weber, Dietrich Staritz et Jürgen Kocka, Mitter et Wolle se sont imposés parmi la nouvelle génération historique allemande comme des spécialistes de cet Etat défunt<sup>1</sup>. Avec le jeune chercheur Kowalczuk, ils dirigent un ouvrage traitant d'un des sujets les plus étudiés et les plus controversés de l'histoire allemande, surtout depuis 1990 puisque les événements de 1953 ont fait l'objet d'au moins 11 livres et d'une quarantaine d'articles!

La large ouverture des archives est-allemandes, la commission d'enquête du Bundestag sur la »dictature du SED« et le 40<sup>e</sup> anniversaire du 17 juin ont favorisé les recherches que ce livre présente. Celui-ci se compose de deux parties, l'une consacrée aux couches sociales, l'autre aux acteurs politiques: la première est passionnante, la seconde insatisfaisante (à l'exception du chapitre sur le SED), car elle manque de substance. Outre quelques coquilles

1 Armin MITTER, Stefan WOLLE, *Untergang auf Raten: Unbekannte Kapitel der DDR-Geschichte*, Munich 1993.

agaçantes, il faut aussi regretter l'absence d'un index des noms de personnes et d'une représentation cartographique des grèves et des manifestations<sup>2</sup>. Ces critiques de détail ne remettent aucunement en cause la valeur de cet ouvrage qui aurait toutefois été encore plus grande si les auteurs s'étaient épargnés certaines appréciations personnelles qui en définitive affaiblissent leur propos.

En replaçant les événements de 1953 dans une perspective plus large que l'historiographie traditionnelle<sup>3</sup>, cet ouvrage démontre de façon convaincante que la RDA était alors en proie à une véritable révolution: les protestations contre le relèvement des normes sont tout de suite accompagnées de revendications clairement politiques (démission du gouvernement, élections libres, réunification). La date du 17 juin a focalisé les analyses; or, les manifestations à Berlin-Est servent de déclencheur ou d'accélérateur à un processus amorcé depuis plusieurs mois. Les auteurs prouvent que cela n'a pas duré «cinq jours en juin», pour reprendre le titre d'un célèbre roman de Stefan Heym: cela a commencé bien avant, cela s'est terminé bien après; cela ne s'est pas passé seulement à Berlin, cela a concerné toute la RDA. Cette crise profonde débute à l'été 1952 quand le SED décide de forcer la «construction du socialisme» et s'achève un an plus tard, voire à la fin de 1953. Elle connaît une ampleur insoupçonnée: les auteurs ont recensé 560 localités qui sont le théâtre de manifestations ou de grèves. Sans méconnaître les dimensions internationales de la crise (notes de Staline, stratégie de Béria, élections législatives en RFA, rôle des Alliés occidentaux et de RIAS), ils insistent à juste titre sur ses aspects internes.

Comme l'a souligné ensuite Bertold Brecht, il s'est agi d'un conflit entre la société et l'Etat. L'intérêt et la nouveauté du livre résident dans la fine étude des différentes couches sociales, fondée sur la consultation des archives volumineuses du SED et de la Stasi. Les «travailleurs» s'opposent à la soviétisation de l'économie est-allemande. Dès l'automne 1952, le mécontentement gronde parmi eux; des grèves ponctuelles surviennent. Les revirements du SED en mai-juin 1953 sèment le trouble dans une population qui s'attend à des bouleversements politiques. A partir du 11 juin, le mouvement contestataire s'amplifie dans les usines et commence à descendre dans la rue, en même temps qu'il se politise. Totalement paralysé pendant toutes ces journées décisives, le SED est sauvé par l'intervention des chars soviétiques. En certains endroits, comme à Görlitz, les manifestants s'emparent du pouvoir. Les principaux centres de la révolte sont situés dans les régions industrielles de Halle, Leipzig et Magdebourg. Bien que l'état d'exception soit instauré dans 167 des 217 circonscriptions locales de RDA, les protestations ne cessent pas et une nouvelle vague de grèves déferle même au début juillet. Dans les campagnes, la contestation concerne la collectivisation. Un «front vert» se forme contre le SED; l'agitation s'enfle surtout après le 17 juin. Selon un rapport soviétique, les paysans autoproclament la dissolution de 333 fermes collectives (LPG) rien qu'au troisième trimestre de 1953. Jusqu'à la fin de l'année, les campagnes restent effervescentes et la résistance paysanne n'est brisée qu'en 1961. Hormis le corps médical et surtout les techniciens, les membres de l'*Intelligenz* restent dans l'ensemble soit loyaux au SED soit passifs, attitude également adoptée globalement par la CDU-Est et la hiérarchie évangélique qui incite par exemple au calme.

Ce vaste mouvement populaire ébranle profondément le SED, un parti qui, depuis sa fondation en 1946, a été constamment soumis à de violentes tensions internes, notamment des épurations successives. En juin 1953, il se trouve désorienté, ses structures s'avèrent inopérantes et sa direction incapable de prévoir ou de réagir à temps. D'anciens membres du SPD en profitent pour réapparaître au grand jour et réclamer la refondation de leur parti. Outre

2 Cela avait été fait pourtant très tôt: Bundesministerium für Gesamtdeutsche Fragen (Hg.), *Der Volksaufstand vom 17. Juni 1953 in der Sowjetischen Besatzungszone und in Ostberlin. Eine kartographische Darstellung*, Bonn 1956, 4<sup>e</sup> édition.

3 Arnulf BARING, *Der 17. Juni 1953*, Stuttgart 1983, 2<sup>e</sup> édition.

Herrnstadt et Zaisser, »le Béria de Pankow«, le SED cherche ensuite des boucs émissaires et, dans ce but, lance une campagne contre le »social-démocratie« entraînant de nouvelles épurations et la communisation définitive du parti. En ce sens, ce »Jour X« marque véritablement la »fondation interne« de la RDA. Le 17 juin cause un profond traumatisme sur le SED qui veut absolument éviter sa répétition: aussi renforce-t-il l'encadrement de la société et poursuit-il la construction d'un puissant appareil répressif qui ne le sauvera pourtant pas en 1989.

Cyril BUFFET, London

David GOLDSWORTHY (Hg.), *The Conservative Government and the End of Empire 1951–1957*, Three parts. I: International relations. II. Politics and administration. III: Economic and social policies, London (HMSO Books) 1994, 1254 S. (British Documents on the End of Empire. Series A, 3).

Als die Konservativen nach sechs Jahren in der Opposition im Oktober 1951 wieder die Regierung übernahmen, hatte sich die Stellung Großbritanniens im internationalen Staatensystem dramatisch gewandelt. Der indische Subkontinent war bereits 1947 in die Unabhängigkeit entlassen worden, und den größeren Kolonien war als Reaktion auf die Unruhen in der Goldküste 1948 gleichfalls prinzipiell der Weg zum self-government geöffnet worden. Angesichts der zunehmenden Herausforderung durch die Sowjetunion hatte die Labour-Regierung das Land zudem in ein Bündnis mit den Vereinigten Staaten geführt und damit die eigene Handlungsfreiheit eingeschränkt.

Schatzkanzler Butler konfrontierte seine Kollegen am 17. Mai 1952 (Dok.-Nr. 367) dann auch mit einer düsteren Einschätzung, was den künftigen Status des Landes als Weltmacht anging. Wirtschaftlich befinde sich Großbritannien in einer weit schlechteren Position als vor dem Weltkrieg. Dennoch habe London durch die Einführung teurer sozialer Systeme und die Übernahme hoher Verteidigungskosten zusätzliche Lasten auf sich genommen und die ohnehin angespannte Wirtschaft damit weiter bedenklich überfordert. Energisch sprach sich Butler daher für einen Abbau innen- und außenpolitischer Verpflichtungen aus, um die wirtschaftliche Gesundung des Landes einleiten zu können. Sein indirektes Plädoyer für einen behutsamen Rückzug Großbritanniens aus seiner Rolle als imperialer Weltmacht stieß allerdings auf heftigen Widerstand und öffnete den Blick auf die außenpolitische Konzeption der neuen Regierung. Macmillan, an sich für den Wohnungsbau zuständig, war es, der die Diskussion auf den Punkt brachte. Scheitere Butlers Plan eines vorsichtigen Rückzuges, führe dies unter Umständen zu einer innen- und außenpolitischen Katastrophe. Großbritannien könne seine Probleme folglich nur lösen, wenn es an seinem Status als Weltmacht unbeirrt festhalte. »Conservatism, associated with deepening austerity at home and declining influence abroad, will drift to inevitable disaster« (Macmillan am 17. Juni 1952, Dok.-Nr. 369). London definierte seinen Status als Weltmacht weiterhin in eher traditionellen Kategorien. Die noch für einen langen Zeitraum direkt ausgeübte Kontrolle über das Weltreich erschien als das beste Instrument, um die eigenen wirtschaftlichen, strategischen und außenpolitischen Interessen zu sichern. Durch den voranschreitenden Umbau des Commonwealth/Empire sollte Großbritannien in die Lage versetzt werden, gleichgewichtig mit den Weltmächten USA und Sowjetunion verkehren und konkurrieren zu können.

Die Erwartung, Großbritanniens Weltmachtrolle auf der Grundlage eines modernisierten Commonwealth/Empire zu erneuern, erwies sich jedoch als zu optimistisch. Weltanschaulich befand sich London hoffnungslos in der Defensive, seitdem die USA nach 1945 dem die internationalen Staatenbeziehungen revolutionär verändernden Prinzip, wonach allen Völkern das Recht auf Unabhängigkeit zustehe, endgültig zum